



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : thème prioritaire :

repenser et renforcer le développement social

dans le monde contemporain

Déclaration présentée par les Missions salésiennes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Les Missions salésiennes, qui représentent les salésiens de Don Bosco, sont au service des jeunes, en particulier des marginalisées et de ceux qui vivent dans la misère, dans plus de 130 pays.

Nous nous félicitons du thème retenu pour la cinquante-quatrième session de la Commission du développement social, « Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain », que nous abordons en plaidant pour un engagement plus ferme en faveur de l'inclusion et de l'intégration sociale, notamment des réfugiés, des migrants et des victimes de la traite.

Priorité à la population

Les individus doivent être au cœur du développement social. Cela signifie que dans le cadre d'un engagement en faveur du bien commun et du progrès de chacun, l'ensemble de la population doit participer. En outre, tout processus de développement doit profiter à tous et prendre en considération les interactions sociales des groupes et de la société. Les droits fondamentaux des populations en mouvement – et notamment de celles qui y sont contraintes du fait de conflits ou de l'absence de perspectives dans leur société d'origine, ou encore celles victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ou du travail – doivent être pris en compte dans le développement social afin que cela profite à tous.

Pour bâtir des sociétés justes, équitables et saines, il est nécessaire de faire appel à l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur situation économique, de leur identité sexuelle, de leur handicap ou de leur condition de migrant. En réalité, la façon dont sont traités les membres les plus vulnérables et marginalisés de la société est très révélatrice des valeurs et des priorités des dirigeants et des lois et règlements qu'ils sont susceptibles d'adopter. Ce sont notre humanité et notre dignité humaine communes, ainsi que la promotion et la défense des droits fondamentaux de tous les peuples qui doivent nous guider dans toutes les décisions qui ont une incidence directe sur les populations les plus vulnérables. Cela est possible, pour peu que nous nous employions à renforcer et à promouvoir l'intégration sociale de ceux que la société considère comme des parias ou des nouveaux venus et dont beaucoup comptent parmi les plus vulnérables.

Aux termes de l'engagement 4 contenu dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social, les chefs d'État et de gouvernement s'engagent à « promouvoir l'intégration sociale en encourageant des sociétés stables, sûres et justes, fondées sur le respect et la défense de tous les droits de l'homme ainsi que sur la non-discrimination, la tolérance, le respect de la diversité, l'égalité des chances, la solidarité, la sécurité et la participation de tous, y compris des groupes et des individus défavorisés et vulnérables ». La participation des réfugiés, des migrants et des victimes de la traite doit être assurée si l'on veut promouvoir le développement social au sein des sociétés.

Bien que les expressions « intégration sociale », « inclusion sociale », « cohésion sociale » et « capital social » soient aujourd'hui très répandues dans le cadre de la formulation des politiques pour désigner les composantes nécessaires à l'édification de sociétés conformes au projet de Copenhague, nous reconnaissons qu'elles renvoient à des concepts difficiles à évaluer et mettre en pratique. À l'ère de l'élaboration de politiques fondées sur les faits, leur emploi a pu donner lieu à

des difficultés qu'il est néanmoins possible de surmonter. Ces concepts constituent le fondement éthique d'activités et de politiques qui peuvent être plus facilement évaluées et quantifiées.

Dans une société inclusive, chacun s'efforce au quotidien de traiter autrui de manière juste et équitable, que ce soit dans le cadre familial, sur le lieu de travail ou dans l'espace public. Le renforcement de la cohésion sociale passe par des collectivités et des quartiers sûrs et paisibles qui favorisent le sentiment d'appartenance et de valeur personnelle de leurs habitants. Chacun est plus enclin à coopérer et à œuvrer avec les autres à la réalisation d'objectifs communs. L'intégration sociale se traduit par le degré de satisfaction à l'égard de l'existence, l'engagement auprès de la collectivité locale, la confiance ainsi que l'implication au niveau culturel.

Migrants et victimes de la traite

L'intégration des immigrants a été décrite comme le processus de mobilité économique et d'inclusion sociale des nouveaux arrivants et de leurs enfants. Elle dépend des institutions et des mécanismes de soutien au développement et à la croissance d'une société donnée. L'accès aux soins à la petite enfance, à tous les niveaux d'éducation, à la formation professionnelle, aux soins de santé, aux services publics, ainsi qu'un accompagnement linguistique adapté comptent parmi les éléments qui contribuent au processus d'intégration. Lorsque des communautés sont bien intégrées sur le plan social, elles jouissent d'une meilleure situation économique et leur grande diversité culturelle est reconnue : autrement dit, le développement social se porte bien.

Les femmes et les enfants victimes de la traite sont particulièrement vulnérables sur le plan social. L'exploitation subie et la détérioration de leurs conditions de vie, comparables à celles d'esclaves, constituent de graves violations des droits de l'homme. Lorsque leurs papiers d'identité leur sont confisqués par les trafiquants, ces personnes sont susceptibles d'être persécutées encore davantage en tant que migrants en situation irrégulière passibles de sanctions pénales. Malgré le fait que le sujet de la criminalisation des victimes de la traite soit peu à peu pris en compte et que l'on se détourne progressivement de l'idée selon laquelle la traite n'est qu'affaire de répression, il reste encore beaucoup à faire. Il faut considérer la traite comme une question d'ordre économique et social, en lien avec d'autres phénomènes mondiaux comme la migration. Prévenir la traite des êtres humains implique que les autorités nationales se penchent sur les causes profondes de cette activité criminelle, tout en examinant les faits d'exploitation au niveau de leurs propres pays – que ce soit dans l'industrie du sexe, l'agriculture, le travail domestique, la pêche, les industries extractives ou l'industrie du tourisme. Ce changement d'approche permet de voir les personnes vulnérables et exploitées comme des individus en quête d'une vie meilleure, et non comme des criminels. C'est ainsi que nous les accueillons et nous efforçons de les intégrer à une nouvelle société et un nouveau mode de vie.

Dans les principes et directives d'intégration élaborés par l'Union européenne en 2004, l'intégration est décrite comme un « processus dynamique, à double sens, de compromis réciproque » de la part des immigrants et des autochtones. Ces principes, quand ils sont respectés, permettent un meilleur développement et une plus grande cohésion sur le plan social. L'intégration implique le respect des

« valeurs fondamentales » du pays d'accueil, avec priorité à l'éducation, l'emploi, la participation à la vie politique, l'égalité d'accès aux institutions et aux avantages des secteurs public et privé; elle requiert la connaissance de la langue, de l'histoire et des institutions de la communauté d'accueil; elle met en évidence le besoin d'« interactions fréquentes » entre immigrants et autochtones; elle garantit la liberté religieuse et le respect des droits; elle suppose que l'ensemble des organismes publics accordent une place centrale aux questions afférentes et que ces dernières soient prises en compte dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques; et elle requiert des évaluations régulières et une révision des politiques sur la base d'objectifs, d'indicateurs et de mécanismes d'évaluation clairs.

Actions des Missions salésiennes

Les salésiens s'attachent tout particulièrement à porter assistance aux jeunes migrants et réfugiés dans différents contextes. Voici quelques exemples de nos actions :

Helenenberg (Allemagne) : Les autorités civiles du land de Rhénanie-Palatinat ont reconnu qu'il fallait que les jeunes migrants non accompagnés sortent de la clandestinité, qu'ils acquièrent des compétences sociales de base et qu'on les aide à prendre des décisions judicieuses afin de leur assurer un avenir meilleur. Il était entendu que le fait d'aider les jeunes migrants à s'insérer dans la société allemande, au lieu de les criminaliser, allait profiter à tous. Les salésiens se sont donc joints aux autorités civiles afin d'atteindre cet objectif. Les jeunes sont hébergés et nourris, certains depuis pas moins de trois ans. Des cours sont proposés pour les aider à apprendre la langue allemande ou à se perfectionner. Les conseils prodigués par les éducateurs ou les assistants sociaux les aident à décider s'il leur est possible de rester en Allemagne ou s'il leur faut retourner dans leur pays d'origine. À Helenenberg, ils suivent des cours de formation professionnelle, commencent à acquérir de l'expérience, apprennent à gérer leur argent et à faire partie de la société allemande en toute dignité.

Tanjore (Inde) : Parmi les centres d'éducation formelle et informelle ouverts par les salésiens, beaucoup visent en priorité à préparer les jeunes au monde du travail. Le lycée Don Bosco de Tanjore, en Inde, illustre notre engagement en ce sens. En juin 2012, 354 élèves ont obtenu leur certificat de qualification professionnelle dans le cadre du Programme sri lankais de réhabilitation des réfugiés tamouls qui s'y déroule. Les salésiens, avec l'aide d'un financement des États-Unis, préparent les réfugiés tamouls sri lankais au monde du travail en leur permettant d'acquérir des qualifications professionnelles dans différents domaines.

Réfugiés : Dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, les salésiens ont dispensé un enseignement à plus de 66 000 jeunes personnes internées. Depuis le début du conflit en Syrie, les salésiens du Liban apportent leur aide aux réfugiés syriens en leur offrant des possibilités en matière d'éducation, de loisirs ou de spiritualité et en les préparant à la participation à la vie sociale.

Recommandations

Afin de promouvoir l'intégration et l'inclusion sociale des populations vulnérables et, par là même, le développement social, nous recommandons aux

gouvernements, aux organisations de la société civile et au secteur privé d'unir leurs efforts pour veiller à ce que :

- Des politiques visant à protéger les droits des migrants et de toutes les personnes vulnérables (étrangères ou autochtones) soient adoptées et appliquées;
 - Les victimes d'exploitation ou de la traite soient reconnues, et qu'il leur soit accordé un accès immédiat à une aide juridique, des soins de santé et des types d'aide adaptés à chaque cas particulier, de façon à leur permettre de faire valoir leurs droits;
 - Les faits d'exploitation soient réprimés – peu importe où et quand ils se produisent, et notamment lorsqu'ils concernent des travailleurs migrants – et que l'on tienne compte de leurs causes profondes;
 - La coopération internationale soit renforcée, de façon à garantir aux personnes ayant droit à une protection internationale au motif qu'ils fuient des zones de conflit ou de crise une solution viable dans l'un de leurs pays de préférence;
 - L'intégration sociale de toutes les populations vulnérables soit régulièrement évaluée et que soit renouvelé l'engagement en faveur de sociétés inclusives, équitables et sûres.
-